



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rapport de la Zone franc 2010

Le rapport annuel de la Zone franc pour l'année 2010 ¹ vient de paraître. Établi par le Secrétariat du Comité monétaire de la Zone franc - assuré par la Banque de France – en étroite collaboration avec les trois Banques centrales² des pays membres, ce rapport décrit les principales évolutions économiques et financières des pays membres durant l'exercice écoulé et présente les perspectives pour l'année en cours.

Dans un contexte de reprise de l'économie mondiale, l'Afrique sub-saharienne a retrouvé en 2010 les rythmes de croissance soutenue qu'elle enregistrait avant la crise internationale, affichant une hausse de 5,1% de son PIB réel.

Les pays de la Zone franc ont enregistré une sensible accélération de leur croissance économique

Observant une tendance identique à celle des autres pays d'Afrique sub-saharienne (ASS), les pays de la Zone franc ont bénéficié du redémarrage de l'économie mondiale, grâce à la hausse de la demande globale et du volume des échanges commerciaux et surtout à l'amélioration des termes de l'échange, plus sensible pour les pays de la CEMAC (+30,0%) que pour ceux de l'UEMOA (+ 7,2%).

Dans ce contexte, les pays de la Zone franc ont enregistré de solides performances en matière de croissance en 2010, en particulier le Niger (+8,0 %), le Burkina Faso (+7,9 %) et le Mali (+5,8 %) en UEMOA, le Tchad (+15,5%), le Congo (+9,5 %) et le Gabon (+6,6 %) en CEMAC.

L'activité des économies de l'UEMOA a été soutenue par l'accroissement des productions agricoles et les effets d'entraînement liés à la mise en œuvre des programmes d'investissement public

L'amélioration des performances de croissance en Afrique de l'Ouest (+ 4,3 % après + 3,0 % en 2009) a, avant tout, résulté des bons résultats enregistrés par les filières agricoles, s'agissant tant des productions vivrières que des cultures de rente, y compris du coton, dans la plupart des pays. L'activité a également bénéficié de la poursuite des programmes d'investissement public dans les infrastructures. Les industries extractives ont, en revanche, enregistré une évolution contrastée : si les productions d'or et d'uranium sont globalement ressorties en nette hausse, soutenues par des prix internationaux élevés, les activités d'extraction de pétrole et de gaz naturel en Côte d'Ivoire se sont nettement repliées.

¹ La Zone franc comprend, outre la France, quinze pays africains. Huit d'entre eux composent l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Six autres constituent la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale et Tchad. Enfin, la Zone franc comprend également l'Union des Comores.

² La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) et la Banque Centrale des Comores (BCC). Le rapport de la Zone franc est établi sur la base des données collectées auprès des trois Banques centrales, des deux Commissions bancaires de la Zone et des autorités nationales.

La croissance économique en CEMAC s'est nettement accélérée, sous l'effet d'un redressement de la production pétrolière et du dynamisme du secteur non pétrolier

Le PIB réel s'est accru, au niveau régional, de 4,3%, après 1,8 % en 2009. Cette évolution a reposé à la fois sur les bonnes performances du secteur pétrolier, grâce à une légère hausse de la production pétrolière (+1%), et surtout sur celles du secteur non pétrolier, soutenu par le dynamisme des investissements publics et privés. L'activité du secteur non pétrolier s'est accrue de 4,5 % en termes réels, après 2,4 % en 2009.

Aux Comores, l'activité économique a connu un léger rebond

La hausse du PIB réel s'est établie à 2,2 % en 2010, après 1,9 % en 2009, grâce à l'augmentation des productions agricoles et à l'activité soutenue du secteur du BTP, dans un contexte de forte progression des financements extérieurs.

Dans l'ensemble des pays de la Zone franc, l'élévation durable du niveau de la croissance potentielle reste néanmoins entravée par plusieurs facteurs, liés notamment aux difficultés persistantes de certaines filières agricoles, à l'insuffisant développement des secteurs financiers et à la faiblesse des infrastructures, en particulier dans le domaine de la production d'énergie. En Afrique de l'Ouest, l'Initiative régionale pour l'énergie durable (IRED), présentée par la BCEAO dans la quatrième partie du présent rapport, a pour objet de lever les principaux obstacles au développement de l'offre énergétique dans la sous-région.

L'évolution des prix est restée modérée, s'inscrivant sensiblement en-deçà de celle observée dans les autres pays d'Afrique sub-saharienne

En 2010, les rythmes de progression des prix sont restés contenus dans la quasi-totalité des pays de la Zone franc, en liaison avec la bonne tenue des productions agricoles. En Afrique de l'Ouest, la hausse du niveau général des prix s'est établie à 1,4 % en moyenne annuelle, après 0,4 % en 2009, tandis qu'elle ressortait à 1,5 % en CEMAC (après 4,2% en 2009) et 3,8% aux Comores.

La Zone franc a continué d'enregistrer en 2010 de meilleurs résultats en matière de lutte contre l'inflation que l'Afrique sub-saharienne. Reflétant les effets stabilisateurs du système de change et de l'ancrage à l'euro, le mouvement de désinflation a été plus rapide que dans le reste de l'Afrique sub-saharienne, avec un différentiel d'inflation en faveur de l'UEMOA et de la CEMAC d'environ 6 points.

Les performances de la Zone franc en termes d'inflation s'inscrivent dans la durée : sur la période 2004–2010, le taux d'inflation annuel a été en moyenne de 2,7 % en UEMOA et de 3,2% en CEMAC, contre 8,6 % pour l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne. La stabilité des monnaies de la Zone franc, grâce à l'ancrage à l'euro, permet de contenir l'inflation importée, mais aussi la pression de la demande interne, et contribue ainsi décisivement à la stabilité des prix.

Les politiques monétaires sont restées accommodantes

Après les ajustements opérés en 2009 en réponse à la crise, les politiques monétaires conduites par les banques centrales de la Zone franc, qui avaient assoupli les conditions de refinancement des établissements de crédit, sont restées accommodantes.

La BCEAO a poursuivi ses opérations hebdomadaires d'injection de liquidités et organisé, à partir du second semestre 2009, des adjudications à taux fixe et pour des montants illimités sur le guichet à un mois. Ses principaux taux directeurs, abaissés de 50 points de base en juin 2009, sont restés stables.

En Afrique centrale, après avoir réduit de 150 points de base ses principaux taux directeurs entre décembre

2008 et juillet 2010, dans un contexte de ralentissement de l'activité et de l'inflation, la BEAC a maintenu inchangées les conditions de refinancement des banques et des établissements financiers.

L'année 2010 a été marquée par le redressement des soldes budgétaires de la plupart des pays membres, permettant de reconstituer des marges de manœuvre indispensables en cas de retournement conjoncturel

En UEMOA, la hausse modérée des dépenses publiques et l'amélioration de la collecte des recettes se sont traduites par une diminution du déficit (base engagements, hors dons), qui a atteint 5,6 % du PIB en 2010, après 6,7 % l'année précédente.

En CEMAC, la forte croissance des recettes pétrolières, combinée à une évolution maîtrisée des dépenses budgétaires, a favorisé le retour à un excédent (base engagements, hors dons) représentant 1,7 % du PIB.

Aux Comores, le déficit budgétaire (base engagement, hors dons) s'est également réduit, passant de 9,2% du PIB en 2009 à 7,7% en 2010.

En dépit du ralentissement de l'activité au plan mondial et sous réserve de la situation spécifique de la Côte d'Ivoire, les pays de la Zone franc devraient continuer d'afficher de bonnes performances de croissance en 2011

Dans un environnement incertain, marqué par un ralentissement de la croissance économique mondiale, les économies des pays d'Afrique sub-saharienne, en particulier celles de la Zone franc, devraient bénéficier de cours des matières premières qui sont restés élevés depuis le début de l'année.

Les économies de la CEMAC devraient ainsi enregistrer une nouvelle accélération de leur croissance en 2011, avec une hausse anticipée de 5,2 % du PIB réel selon la BEAC, grâce au dynamisme du secteur non pétrolier et à une consolidation des performances des industries extractives. Les tensions sur les prix, tout en restant maîtrisées, devraient légèrement s'accroître, l'inflation devant atteindre 2,1 % en moyenne sur l'année.

L'UEMOA devrait, en revanche, enregistrer un net ralentissement de sa croissance, les services de la BCEAO tablant sur une hausse du PIB réel de seulement 1,0 % en 2011. Cette évolution traduirait essentiellement l'impact de la crise en Côte d'Ivoire, qui a affecté l'ensemble des secteurs économiques de ce pays et se traduirait par une récession de 6,3 %. Dans les autres pays, la croissance, bien qu'affectée par la crise ivoirienne, dans des proportions variables, demeurerait soutenue, du fait des bons résultats des filières agricoles et de la vigueur des secteurs extractif et tertiaire. Une accentuation des tensions inflationnistes devrait être observée en 2011, avec un taux d'inflation de 3,5 % en moyenne annuelle. Le rapport annuel de la Zone franc 2010 comprend un encadré spécifique consacré à l'analyse de l'impact de la crise politique en Côte d'Ivoire sur les économies de l'UEMOA, rédigé par la BCEAO.

Aux Comores, la croissance du PIB devrait être légèrement supérieure à 2% en termes réels, portée par l'augmentation des productions agricoles vivrières et de rente et une hausse de l'investissement direct étranger. La hausse des prix devrait s'établir autour de 4% en moyenne annuelle.

La version électronique du rapport est disponible en ligne sur Internet :
<http://www.banque-france.fr/fr/eurosyz/zonefr/rapport-annuel-zone-franc.htm>

Pour plus de renseignements :

Direction de la Communication, Service de presse (00 33 (0)1 42 92 39 00)

ANNEXE

Principaux indicateurs économiques

(en %)

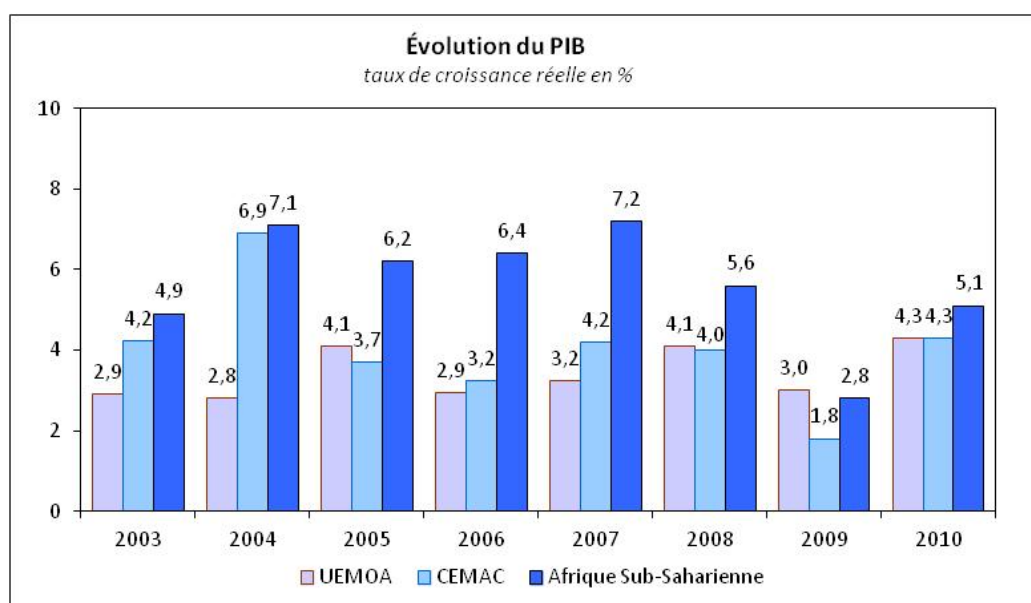
	Croissance du PIB réel		Inflation (a)		Solde budgétaire (en % du PIB) (b)	
	2009	2010 (c)	2009	2010 (c)	2009	2010 (c)
UEMOA	3,0	4,3	0,4	1,4	-2,7	-3,0
CEMAC	1,8	4,3	4,2	1,5	1,0	6,0
Afrique sub-saharienne	2,8	5,1	10,5	7,5	-5,7	-4,2

(a) Variation des prix à la consommation, en moyenne annuelle

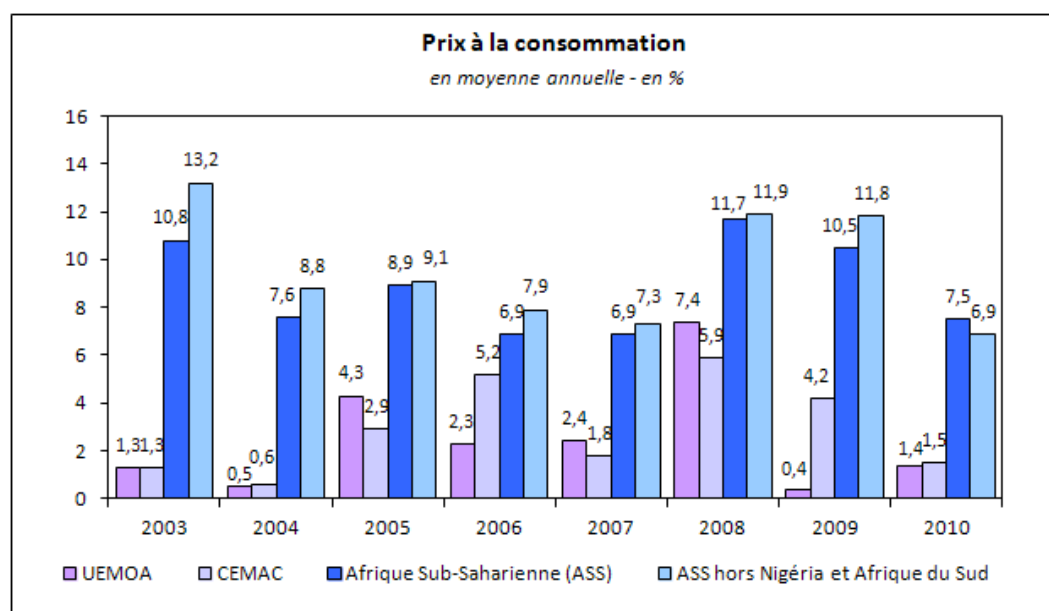
(b) En base engagements, dons compris

(c) Chiffres provisoires

Sources : BCEAO, BEAC, FMI (Perspectives économiques régionales avril 2011, Perspectives de l'économie mondiale, mise à jour juillet 2011)



Sources : Banques centrales ; FMI (Perspectives de l'économie mondiale avril 2011, mise à jour juillet 2011)



Sources : Banques centrales ; FMI (Perspectives de l'économie mondiale avril 2011, mise à jour juillet 2011)